

# Dag van de publieke sector

## *Journée du secteur public*

26.10.2021

**Inleiding en  
context**  
*Introduction  
et contexte*

**Lieven Acke**

Bedrijfsrevisor, raadslid IBR en  
voorzitter Commissie Publieke sector  
IBR

*Réviseur d'entreprises, membre du  
Conseil de l'IRE et président de la  
Commission secteur public de l'IRE*

# Workshops



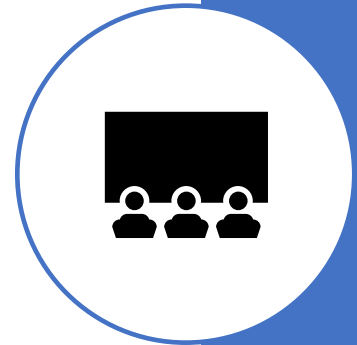
# Workshops

Federale overheid – *autorité fédérale* :  
overheidsboekhouding en controle -  
*comptabilité publique et contrôle*

Deelnemers - *participants*:

- **Jan Heyndriks**, eerste-auditeur-revisor bij het Rekenhof
- **Joris Schelkens**, adviseur - team rapportering en consolidatie bij BOSA

Moderatoren - *modérateurs* :  
Sara Steyaert en/et Thomas Meurice



Theaterzaal - Salle théâtre

# Workshops

## Vlaamse overheid: *single audit na 1 jaar VCO – ISAE 3402*

Deelnemers - *participants*:

**Frank Smet**, eerste auditeur-directeur bij het Rekenhof, **Annabel Vanderhaegen**, eerste auditeur-revisor bij het Rekenhof, **Jo Fransen**, manager auditor bij Audit Vlaanderen, **Karen Peleman**, auditor bij Audit Vlaanderen, **Patricia Van De Capelle**, senior auditor bij Audit Vlaanderen, **Nele Eggermont**, coördinator dienstverlening HR van het Agentschap voor Overheidspersoneel, **Inge Cammaerts**, projectleider uitrol arbeidsplaatsbeheer afdeling HR-technologie en Data van het Agentschap voor Overheidspersoneel, **Kristof Boon**, afdelingshoofd Dienstencentrum Boekhouding van het Departement Financiën en Begroting, **Willy Verschuere**, teamhoofd accountmanagement, afdeling Dienstencentrum Boekhouding van het Departement Financiën en Begroting, **Henk Goossens**, diensthooft Rapportering bij de afdeling Beleidsondersteuning, Begroting en Financiële Operaties, **Christel Weymeersch**, bedrijfsrevisor, en **Stijn Elisabeth**, IT auditor

Moderatoren - *modérateurs* :  
**Guy Cox** en **Lieven Acke**



**Adolphe** **Salle**  
**Maxzaal** **Adolphe**  
**Max**

# Workshops

Région wallonne/Région de Bruxelles-Capitale

*Brussels Hoofdstedelijk Gewest:*

La mise en place du Service Commun d'Audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie et le suivi des audits internes et externes au sein du Service public de Wallonie et du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles - Suivi des recommandations des audits internes du SPRB

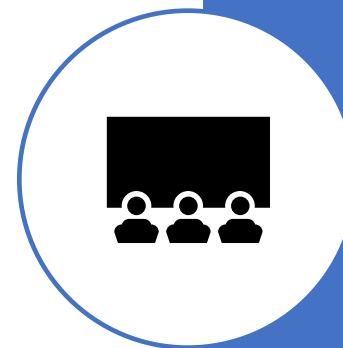
*Opvolging van de aanbevelingen van de interne audits van de GOB*

Deelnemers – *participants:*

**Pascale Robin**, Auditrice à la direction de l'Audit interne de fonctionnement du SPW, **Jean-Michel Cassiers**, Fonctionnaire dirigeant du Service Commun d'Audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie, **Philip Mariscal**, premier-auditeur-réviseur à la Cour des comptes et/en **Bart De Bondt**, directeur interne audit bij de GOB et/en **Louis Maréchal**, conseiller expert à la direction de l'audit interne du SPRB

Moderatoren - *modérateurs :*

**Fernand Maillard** et/en **Céline Arnaud**



Versailles  
zaal

Salle  
Versailles

Koffiepauze  
*Pause-café*



**Synthese  
workshops**  
*Synthèse des  
workshops*

**Lieven Acke**

**Fernand Maillard**

**Thomas Meurice**



Lunch time



# La certification des comptes en France

**Jean-François Boudet**

Professeur à l'Université Paris  
Descartes

André CHANDERNAGOR

*Un Parlement, pour quoi faire ?*

Paris, Gallimard, Coll. Idées, n°122, 1967

***« La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement. Elle assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et de l'application des lois de financement de la sécurité sociale ainsi que dans l'évaluation des politiques publiques. Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens.***

***Les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière. ».***

**Art. 47-2 C 1958 (tel qu'il résulte de la loi constitutionnelle n°2008-724 du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la Ve République)**

[...] : « 5° La certification de la régularité, de la sincérité et de la fidélité des comptes de l'Etat. Cette certification est annexée au projet de loi de règlement et accompagnée du compte rendu des vérifications opérées ; »

Art. 58 LOLF

### **Certification des comptes**

= garantit « aux citoyens une information financière et comptable plus claire, lisible, et une image plus fidèle de la réalité financière de l'Etat [...] ».

(définition site [www.ccomptes.fr/fr](http://www.ccomptes.fr/fr))

= « opinion écrite et motivée [...] sur la conformité des états financiers d'une entité, dans tous ses aspects significatifs, à un ensemble donné de règles comptables au premier rang desquelles figurent la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes. »

(définition acte certification exercice 2006)

*« Quoi qu'elle n'apparaisse pas explicitement dans l'article, la certification des comptes des Administrations publiques à laquelle se livre la Cour, est très présente puisque c'est elle qui donne sens et portée au second alinéa.*

*Jurisprudentiel d'abord, organique ensuite, le principe de sincérité devient constitutionnel. Pour faire bonne mesure, les comptes doivent être complets, c'est-à-dire refléter les situations financières et patrimoniales exactes et non pas seulement le résultat de gestion. [...]*

*C'en est donc bien fini, au moins en droit, des budgets maquillés comme des voitures volées. S'ils sont ainsi rendus sincères, l'étape suivante sera de les rendre équilibrés. Dans combien de temps ?*

*Dans un colloque, il y a une vingtaine d'année, j'avais dit en boutade, à propos du Parlement et de la Cour des comptes : « marions-les, ils nous feront de beaux enfants ! ». C'est fait. ».*

**G. CARCASSONNE**, juriste, constitutionnaliste, conseiller aux relations avec le Parlement (PM Rocard) ; membre du Comité de réflexion sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions (PSD Sarkozy)

# I- L'environnement des finances publiques?

- **I-1 La matière financière publique est tout d'abord entendue le plus souvent comme complexe et rébarbative**
  - ❑ La certification des comptes permettrait de « garantir la qualité de la signature de l'Etat sur les marchés financiers »
  - ❑ La certification des comptes assurerait une information comptable la plus complète, la plus transparente et la plus pédagogique (mais sans qu'il y ait de lien d'automaticité entre ces demandes)



# I- L'environnement des finances publiques?

- **I-2. La constitutionnalisation de normes et pratiques comptables interroge ensuite la porosité de l'acte constitutionnel et les redondances éventuelles avec la LOLF**





*« La Cour des comptes s'assure que les comptes des administrations publiques sont réguliers, sincères et donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière soit en certifiant elle-même les comptes, soit en rendant compte au Parlement de la qualité des comptes des administrations publiques dont elle n'assure pas la certification. ».*

Art. L111-3-1 A CJF (tel que codifié par l'art. 62 LFR n°2011-900 du 29 juillet 2011)

## I-L'environnement des finances publiques?

- **I-2 La constitutionnalisation de normes et pratiques comptables interroge ensuite la porosité de l'acte constitutionnel et les redondances éventuelles avec la LOLF**
  - ❑ La certification des comptes assurerait la capacité financière et l'image d'un Etat libéré de ses chaînes politiques et financières



## I- L'environnement des finances publiques?

- **I-3. Enfin, si la notion de régularité des comptes inscrite désormais dans le texte constitutionnel lui-même ne pose dès lors pas de problème particulier, il en est différemment de la valeur constitutionnelle de la sincérité des comptes**
  - ❑ Le juge constitutionnel ne peut l'utiliser que pour exercer un contrôle *a minima* et une censure d'une seule erreur d'appréciation.



*« Les comptes annuels doivent être réguliers, sincères et donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.*

*Lorsque l'application d'une prescription comptable ne suffit pas pour donner l'image fidèle mentionnée au présent article, des informations complémentaires doivent être fournies dans l'annexe.*

*Si, dans un cas exceptionnel, l'application d'une prescription comptable se révèle impropre à donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ou du résultat, il doit y être dérogé. Cette dérogation est mentionnée à l'annexe et dûment motivée, avec l'indication de son influence sur le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'entreprise ».*

Art. L.123-14 C. Commerce // art. 47-2 C1958

## II- Interprétation large de la sincérité des comptes publics ?

- **II-1 La portée constitutionnelle de l'acte de certification paraît difficile à cerner tant d'un point de vue conceptuelle que fonctionnelle et à partir du moment où le vote des lois de règlement connaît un désintéret persistant**
  - ❑ Une certification refusée ou assortie avec des réserves substantielles entrainerait théoriquement un refus parlementaire du vote de la loi de règlement.



## II- Interprétation large de la sincérité des comptes publics ?

- **II-1 La portée constitutionnelle de l'acte de certification paraît difficile à cerner tant d'un point de vue conceptuelle que fonctionnelle et à partir du moment où le vote des lois de règlement des comptes connaît un désintérêt persistant**
  - ❑ Si le Conseil constitutionnel se retrouve saisi d'un contrôle de constitutionnalité d'une loi de règlement dans laquelle la certification a été préalablement refusée par la Cour des comptes, on est en droit de penser que le juge constitutionnel serait « lié » par l'appréciation de la Cour.



## II- Interprétation large de la sincérité des comptes publics ?

- **II-2 La portée administrative de l'acte de certification paraît difficile à cerner tant d'un point de vue conceptuelle que fonctionnelle**
  - ❑ Il semblerait facile de voir dans la certification des comptes publics un acte administratif unilatéral
  - ❑ Un recours en excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat s'avèrerait cependant être délicat à admettre puisqu'il serait difficile de prouver un intérêt à agir et l'existence d'un grief
  - ❑ Un engagement de la responsabilité de l'Etat dans le cadre d'une action de plein contentieux pour fautes commises par la Cour paraît peu vraisemblable



## II- Interprétation large de la sincérité des comptes publics ?

- **II-3 Le travail de certification de la Cour des comptes ne devrait s'analyser que comme le « *contrôle des contrôles* ».**
  - ❑ ? Une expertise sur des dispositifs de contrôle interne et externe
  - ❑ ? Une appréciation de la qualité des comptes au regard de la doctrine « *certificatiionnelle* » de la Cour qui est toujours en construction





## III- Qualité comptable et fonction dévolue aux comptables publics?

- **III-1 La qualité comptable doit être entendue dans sa globalité et doit s'apprécier au niveau de l'organisme public.**



*« La qualité des comptes des personnes morales [...] est assurée par le respect des principes comptables [...].*

*Elle doit répondre aux [...] objectifs suivants :*

- 1° Les comptes doivent être conformes aux règles et procédures en vigueur ;*
- 2° Ils doivent être établis selon des méthodes permanentes, dans le but d'assurer leur comparabilité entre exercices comptables ;*
- 3° Ils doivent appréhender l'ensemble des événements de gestion, en fonction du degré de connaissance de leur réalité et de leur importance relative, dans le respect du principe de prudence ;*
- 4° Ils doivent s'attacher à assurer la cohérence des informations comptables fournies au cours des exercices successifs en veillant à opérer le bon rattachement des opérations à l'exercice auquel elles se rapportent ;*
- 5° Ils doivent être exhaustifs et reposer sur une évaluation séparée et une comptabilisation distincte des éléments d'actif et de passif ainsi que des postes de charges et de produits, sans possibilité de compensation ;*
- 6° Ils doivent s'appuyer sur des écritures comptables fiables, intelligibles et pertinentes visant à refléter une image fidèle du patrimoine et de la situation financière».*

Art. 57 GBCP (2012)

## III- Qualité comptable et fonction dévolue aux comptables publics?

### ➤ III-2 La qualité comptable envisage la comptabilité générale comme :

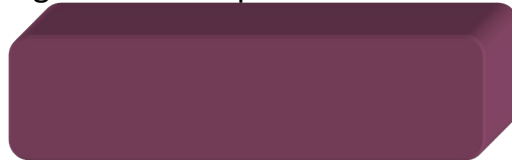
- le support nécessaire pour les gestionnaires publics de la gestion de l'organisme en question
- vise à donner à ces mêmes responsables une assurance raisonnable de la conformité de la comptabilité aux normes et aux standards professionnels prédéfinis
- pour atteindre les objectifs de régularité, de sincérité et d'image fidèle de la situation financière et du patrimoine.



# III- Qualité comptable et fonction dévolue aux comptables publics?

## ➤ III-2 Conséquences

- ❑ La qualité comptable s'appuie en amont sur des audits et l'organisation de contrôles internes comptables confiés à des auditeurs extérieurs ou disposant d'une certaine autonomie et intégrant une totale maîtrise des risques.
- ❑ Le contrôle de la qualité comptable aboutit et justifie en aval la certification de la comptabilité qui peut être pure et simple, avec réserves ou refusée.
- ❑ La certification des comptes impose la mise en œuvre d'une véritable responsabilité managériale esquissée par la LOLF dans la ligne des préceptes du *New public management* et associée à une responsabilité effective des gestionnaires publics.



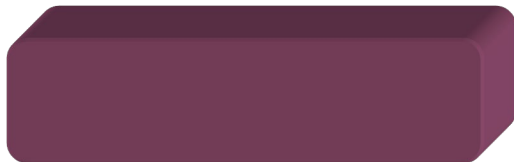
## III- Qualité comptable et fonction dévolue aux comptables publics?

- **III-3 Accouchant d'une « nouvelle gestion publique » qu'il conviendrait de promouvoir, ces outils tendent à banaliser – voire à privatiser – le droit public (comptable)**
  - ❑ ? La certification des comptes publics n'aurait pour fonction ici que d'orchestrer une légitimation processuelle et une mise en dynamique comptable de l'Action publique et non de la rendre plus « efficace », plus « efficiente » ou plus « économe »



## III- Qualité comptable et fonction dévolue aux comptables publics?

- **III-3 Accouchant d'une « nouvelle gestion publique » qu'il conviendrait de promouvoir, ces outils tendent à banaliser – voire à privatiser – le droit public (comptable)**
  - ❑ ? La certification des comptes publics n'aurait pour fonction principale et première que de modifier la morphologie de l'Etat par l'outil comptable.



## III- Qualité comptable et fonction dévolue aux comptables publics?

### ➤ III-3 Accouchant d'une « nouvelle gestion publique » qu'il conviendrait de promouvoir, ces outils tendent à banaliser – voire à privatiser – le droit public (comptable)

- ❑ La Cour des comptes deviendrait alors metteuse en scène de sa stratégie et nous contera une histoire imposant davantage:
  - un « *système d'organisation de l'information financière* »
  - et un cadre, celui de la comptabilité d'entreprise, aux politiques publiques.



*« La comptabilité publique est un système d'organisation de l'information financière permettant :*

*1° De saisir, de classer, d'enregistrer et de contrôler les données des opérations budgétaires, comptables et de trésorerie afin d'établir des comptes réguliers et sincères ;*

*2° De présenter des états financiers reflétant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat à la date de clôture de l'exercice ;*

*3° De contribuer au calcul du coût des actions ou des services ainsi qu'à l'évaluation de leur performance.*

*Elle est également organisée en vue de permettre le traitement de ces opérations par la comptabilité nationale. ».*



*« Les règles applicables à la comptabilité générale de l'Etat ne se distinguent de celles applicables aux entreprises qu'en raison des spécificités de son action. ».*

Art. 30 al.2 LOLF (2001)

# Conclusions

- 1. Par la certification, la Cour des comptes se retrouve alors au cœur du « système » comptable

***Soit « en certifiant elle-même » :***

- comptes de l'Etat ;
- comptes de la Sécurité sociale ;
- comptes des établissements de santé ;
- comptes des collectivités locales;
- comptes de l'Assemblée nationale et du Sénat.

***Soit « en rendant compte au Parlement des comptes des administrations publiques dont elle n'assure pas la certification »:***

- comptes des EPIC même dotés d'un comptable public et des établissements publics qui publient des comptes consolidés ;
- comptes des organismes nationaux de sécurité sociale autres que le régime général ;
- comptes des universités ;
- comptes des établissements de santé se situant au-dessus d'un seuil de 100 millions d'euros de produits.

# Conclusions

- 2. Par la certification, la Cour des comptes a alors une place éminemment centrale dans le paysage administratif et politique français

# Conclusions

- 3. Et parce que cette compétence de certification est exercée à l'égard du Parlement, elle doit être considérée comme le prolongement de la mission d'assistance qu'à la Cour des comptes dans le contrôle parlementaire de l'action du gouvernement (art. 47 al.1er C1958) .

→ Le mariage ainsi annoncé et l'idylle tant espéré n'ont alors de sens que si le projet politique défini est préalablement compris et totalement consenti. Une autre histoire...

Merci pour votre attention !

# Nationale rekeningen en overheids- boekhoudingen

**Kris Van Cauter**

Adviseur staatssecretaris voor  
Begroting en Consumentenzaken Eva  
De Bleeker



Secretary of State for Budget and Consumer  
Protection

**EVA DE BLEEKER**

# Nationale Rekeningen en Overheidsboekhoudingen

Kris Van Cauter, adviseur beleidscel Begroting





# Inleiding

- **Belang van een realistisch beeld op de financiële situatie van een overheid**
- **Overheidsrekeningen in de nationale rekeningen**
- **overheidsboekhoudingen volgens de comptabiliteitswetten**
  - Beide hebben een specifieke nut en zijn belangrijk
- **Way forward**

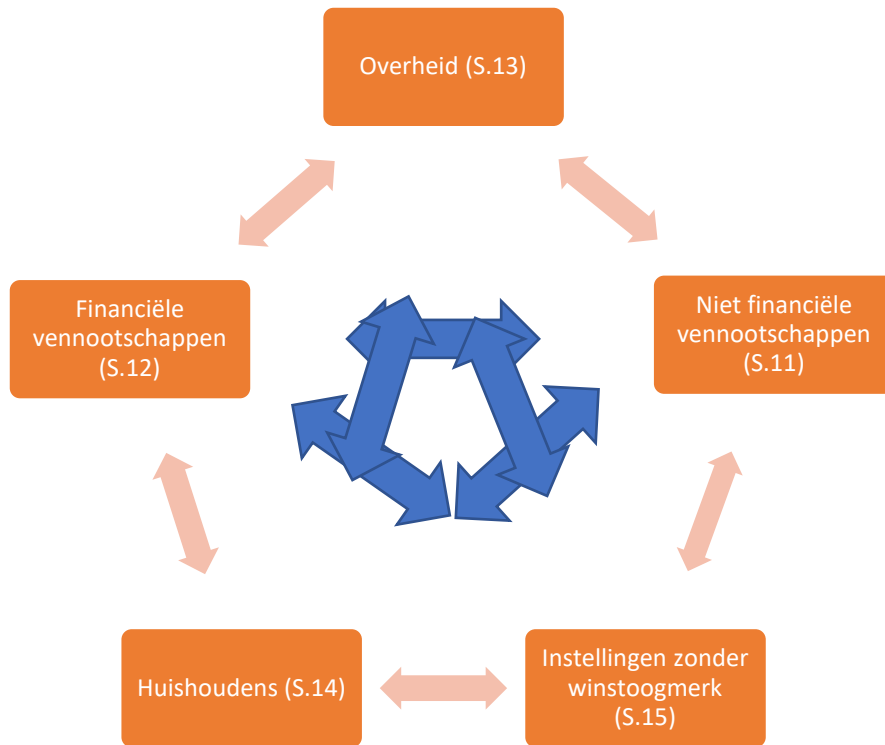


# Wettelijke basis overheidsrekeningen: Europese verordeningen

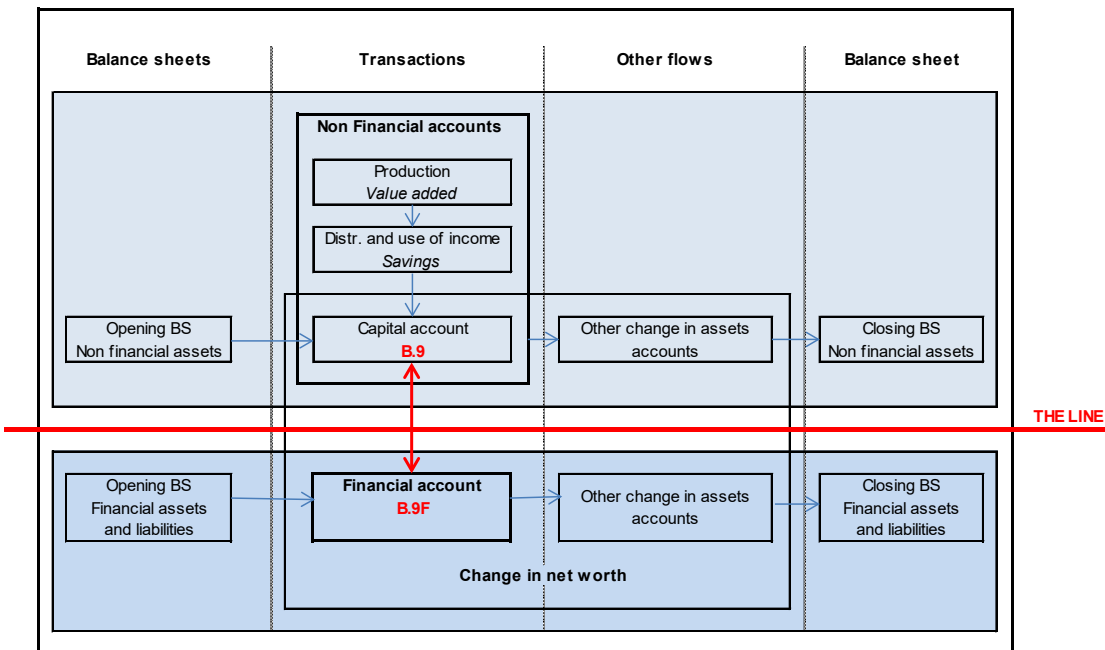
- **ESR 2010**
  - Verordening (EU) Nr. 549/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2013 betreffende het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Europese Unie
  - Boekhoudkundig kader van de EU dat een systematische en uitvoeringe beschrijving geeft van een totale economie, de elementen waaruit hij is opgebouwd en haar betrekkingen met andere economieën
- **Procedure bij buitensporige tekorten – Excessif Deficit procedure**
  - Verordening (EU) Nr. 220/2014 van de Commissie van 7 maart 2014 tot wijziging van Verordening (EG) Nr. 479/2009 van de Raad
  - Focus op vorderingensaldo overheid en overheidsschuld

# Het ESR kader:

Het ESR deelt entiteiten in volgens economische sectoren en beschrijft hun relaties



# Het ESR kader: ESR als boekhoudkundig framework





# Opmaak van de nationale en overheidsrekeningen

- **Gebeurt door het Instituut voor de Nationale Rekeningen, gecontroleerd door Eurostat**
- **Op basis van de gegevens aangeleverd door overheden**
  - **Begrotingsgegevens**
  - **Meer en meer ook op basis van de jaarrekeningen**
    - **Concepten zijn meer vergelijkbaar**
    - **Die worden geverifieerd door het rekenhof**



# Overheidsboekhoudingen

- Relatief recent fenomeen, vroeger uitsluitend begrotingsboekhouden (met uitzonderingen van de lokale overheden)
- De wetten van 16 en 22 mei 2003 (enerzijds voor de gemeenschappen en gewesten en anderzijds voor de federale overheid). Het artikel 17 van de wet van 22 mei stelt dat de jaarrekening bestaat uit:
  - de balans;
  - de resultatenrekening, bevattende alle kosten en opbrengsten;
  - de samenvattende rekening van de begrotingsverrichtingen, overeenkomstig de economische classificatie;
  - de toelichting.



# Overheidsrekeningen en overheidsboekhoudingen

- **Meer gelijkenissen dan verschillen**
  - **Beiden geven een beeld van de werkelijkheid van de financiële situatie van een overheid**
  - **Beiden gebruiken het concept van vastgestelde rechten**
    - Maar toepassing kan zeer uiteenlopend zijn: Boekhouding steunt op een verantwoordingstuk
  - **Beiden worden geverifieerd door externe partijen**
    - Rekenhof/Eurostat
  - **Beiden kennen gelijkaardige concepten: investeringen/ afschrijvingen**
  - **De praktische toepassing van beide kan zeer uiteenlopend zijn**
    - Tussen landen
    - Tussen overheden



# Overheidsrekeningen als basis voor het Europees budgetary framework

- **What else? 30 jaar geleden en nu nog**
  - Internationale vergelijkbaarheid
- **Maar je gebruikt iets waar het niet voor bedoeld was en er is de mogelijkheid tot sancties**
  - Correcties van fouten – corrigeren in het verleden
  - Waardering van leningen aan nominale waarde – wat als je weet dat ze niet zal worden terugbetaald
  - **Maakt statistieken onstabiel : druk om meer richting overheidsboekhoudingen te gaan**
    - Lange termijn leverancierskredieten worden omgezet in leningen, omdat deze meetellen in de overheidsschuld
    - Overname pensioenfondsen van bedrijven: aanrekening spreiden in de tijd, niet in 1 keer





# Way forward

- **Het gebruik van overheidsrekeningen zal nog geruime tijd onvermijdelijk blijven**
  - Hoe beter de overheidsboekhoudingen, hoe beter de overheidsrekeningen
- **Maar spanningen worden groter**
  - Binnen de statistische wereld (EDP/ESR)
  - Overheidsboekhoudingen hebben voordelen
    - Provisies
    - Directe controles door het Rekenhof
- **Op lange termijn beter overschakelen naar uniform kader van overheidsboekhoudingen**
  - In Europa, maar dan ook de toepassingsregels volledig verduidelijken (IPSAS-EPAS)
  - En dan de EDP-normering verschuiven van het ESR naar de overheidsboekhouding.

Koffiepauze  
*Pause-café*



**Controle van de openbare  
aanbestedingen – goede  
methodes in Vlaanderen,  
Wallonië, Brussel en op  
federaal niveau**

**Contrôle des marchés  
publics – discussion de  
bonnes méthodes  
appliquées en Flandre, en  
Wallonie, à Bruxelles et au  
niveau fédéral**

**Samuel Wauthier**, auditeur adjoint à  
la Cour des comptes

**Stefaan Michiels**, eerste-auditeur-  
revisor bij het Rekenhof

**Gert Van Leemput**, bedrijfsrevisor

**Tony Mortier**, inspecteur-generaal  
van Financiën, tevens Vlaamse  
Auditautoriteit Europese  
Structuurfondsen

**Michaël Van Cutsem**, professionnel  
du conseil et évaluateur expérimenté  
du secteur public wallon et bruxellois

# Overheidsopdrachten en de impact op de rekeningen

Tony Mortier

Inspecteur-generaal van Financiën

Vlaamse auditautoriteit Europese Structuurfondsen

# Overheidsopdrachten en de (mogelijke) impact op de rekeningen

- Wetgeving overheidsopdrachten moet worden toegepast door **alle** Aanbestedende Overheden
  - Administratieve Overheid ≠ Aanbestedende Overheid → steeds controleren indien organisatie beweert dat ze **niet** onderworpen is
- Wetgeving Overheidsopdrachten moet worden toegepast vanaf 1€
  - Principe: hoe lager de raming, hoe lager het formalisme → Belang van raming ( risico op splitsen opdrachten)
  - Problemen inzake professionaliteit en toepasbaarheid door 1° dringendheid, 2° omvang te besteden projecten (RRF, VV, Brexit, ...)
- Risico's bij overheidsopdrachten
  - Juridisch risico dat contract wordt aangevochten voor Gemene rechtbanken/Raad van State → Evt. **uitgesteld** Financieel risico
  - Financieel risico wanneer contracten deels met Europese subsidies worden gefinancierd

# Aandachtspunten na X jaren ervaring betreffende single audit in Vlaanderen (1)

- verschillende invulling van het begrip ‘materialiteit’ leidt tot betere risicodekking
  - Begripsomschrijving: **Materialiteit** is een maatstaf in [auditing](#) en [accounting](#) die bepaalt of een bepaald bedrag al dan niet significant is. Bij een audit van de [jaarrekening](#) wordt gekeken of deze aan de geldende ([internationale](#) of [lokale](#)) regels beantwoordt en geen materiële fouten (fouten met een impact groter dan het bedrag dat als materialiteit werd vastgelegd) bevat. Materialiteit wordt gedefinieerd als de omvang die een fout in de jaarrekening moet hebben om het oordeel van een gebruiker van die jaarrekening waarschijnlijk te beïnvloeden. Deze grens kan vrij worden bepaald door de auditor, omdat telkens rekening moet gehouden worden met de specifieke toestand van de onderneming. Enkele vaak gehanteerde vuistregels:
- Bij Europese subsidies (structuurfondsen) wordt o.b.v. realiteit, wettigheid en regelmatigheid van de ingebrachte kosten nagegaan of deze kosten aanvaardbaar zijn. Indien niet kunnen deze teruggevorderd worden. → Bij extrapollatie kan dit leiden tot terugstorting subsidies aan Europa (zie volgende slide)

Berekeningsbasis	Percentage	Opmerking
Winst voor belastingen	55 - 75%	Volatiel, niet bruikbaar indien verlieslatend
Totale opbrengsten	0,5 - 2%	Stabiel
Balanstotaal	0,5 - 2%	Stabiel, goed voorspelbaar

# Aandachtspunten na X jaren ervaring betreffende single audit in Vlaanderen (2)

Financiering programmaperiode 2014-2020

	ESF (€)	EFRO D2 (€)	Interreg VA VI-NI (€)	AMIF (€)
<b>TOTAAL</b>	<b>1.024.665.509</b>	<b>435.508.940</b>	<b>305.151.170</b>	<b>16.678.503</b>
Europese steun	398.502.847	175.592.098	152.575.585	16.678.503
Vlaamse cofinanciering	561.333.319	178.131.968	152.575.585	Bepaald per oproep <sup>3</sup>
Private financiering	64.829.343	81.784.874	0	

Onderstaande tabel geeft een samenvatting van de gedeclareerde uitgaven en de resultaten van de uitgevoerde audits boekjaar 2019-2020 weer per fonds. Daarna wordt meer gedetailleerde informatie per fonds weergegeven.

Gedeclareerde uitgaven en steekproefaudits per fonds

Fonds	Gedeclareerde uitgaven	Voor audit geselecteerde uitgaven		Waarde vastgestelde fout steekproef	Totaal geëxtrapoleerde foutenmarge (TER = Total extrapolated errorrate)	Residuele Totaal geprojecteerde foutenmarge (RTER = Residual Total Extrapolated Errorrate)
	BEDRAG (€)	BEDRAG (€)	DEKKING %	BEDRAG (€)	%	%
ESF	60.467.074	12.608.577	20,85	1.272.386	2,10	2,02 <sup>4</sup>
EFRO D2	53.129.095	5.342.858	10,06	3.646.854	6,86	6,18 <sup>4</sup>
Inter. VA	56.189.966	4.770.995	8,49	960	0,76	0,76
AMIF	2.888.860	1.465.612	50,73	0	0	0

- 1) Financiële correctie van 2..228.000 euro voor Managementautoriteit
- 2) Terugvordering verworpen kosten bij begunstigden



Vragen?







# L'audit des marchés publics par la Cour des comptes au niveau fédéral

Samuel Wauthier  
Journée du secteur public de l'IRE  
Bruxelles, 26 octobre 2021



# Compétences marchés publics

- Le contrôle des MP peut prendre place dans le cadre des missions générales de la Cour des comptes ayant trait à:
  - Contrôle de la comptabilité (opérations sous-jacentes) : audits financiers (contrôle ou certification)
  - Audit de légalité (contrôle légalité des dépenses et régularité aux principes budgétaires : crédits suffisants, imputation correcte)
  - Audit de gestion (bon emploi des deniers publics)
- 2 métiers : Thématique et Financier – Légalité est transversale


# Qui est audité et quel type d'audit?

Qui? → 3 types d'audités:

- Départements fédéraux (SPF, SPP, Défense, Police fédérale) + organismes publics (Régie des bâtiments...)
- IPSS (Onem, Capac...)
- Entreprises publiques (SNCB, bpost...)

Méthodes de contrôle? → dépendent du type d'audit, d'approche et de produit souhaités:

- Audit thématique marchés publics / politique d'achat (1 sujet précis)
- Audit de régularité
- Audit intégré (légalité + contrôle interne) - « audit ciblé »
- Audit ponctuel « Frappes chirurgicales »



# Méthodes et types d'audit marchés publics

1. **Audit thématique marchés publics / politique d'achat (1 sujet précis) :**
  - Étude préliminaire
  - Procédure contradictoire administration – ministres
  - Publication adressée au Parlement + Communiqué de presse

## Exemples:

- Marchés publics d'acquisition des véhicules de l'État fédéral (2018)
- Audit des procédures d'achat et des marchés publics de la S.A. ASTRID (2020)
- Belspo: numérisation du patrimoine culturel et scientifique – apprentissages pour les marchés futurs (2019)
- Mise en œuvre de la politique fédérale de centralisation des achats (en cours)




# Méthodes et types d'audit marchés publics

## 2. Audit de régularité :

- Étude préliminaire facultative car considéré comme examen de la légalité des opérations sous-jacentes aux comptes (scope plus limité) que constituent les marchés publics
- Procédure contradictoire simultanée
- Publication spéciale marchés publics (sauf EPA)

### Exemples:

- SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement – sélection de marchés publics passés en 2018 et 2019
- Régie des bâtiments – sélection de marchés publics passés entre 2016 et 2019
- Audit d'une sélection de marchés publics passés par Infrabel (2019)



## Méthodes et types d'audit marchés publics

### 3. Audit intégré (légalité + contrôle interne) - « audit ciblé »:

- Étude préliminaire facultative
- Procédure contradictoire simultanée
- Publication spéciale marchés publics (sauf EPA)

#### Exemples:

- Capac : contrôle interne des procédures d'achat et des marchés (2019)
- Onem : contrôle interne des procédures d'achat et des marchés (2020)

### 4. Audit ponctuel « Frappes chirurgicales » : limité à un contrôle de régularité d'un ou plusieurs marchés – appui à un autre service

# Méthodes et types d'audit marchés publics

Exemple d'outil utilisé au niveau fédéral: ***Check-list intégrée marchés publics*** (maîtrise du processus d'achat, légalité et 3 E)

## 1. Maîtrise du processus d'achat

### Environnement de contrôle


- Organisation et gestion des achats
- Disponibilité et gestion des données
- Procédures d'achat
- Délégations

### Évaluation des risques

- Objectifs stratégiques et opérationnels
- Planification des achats
- Analyse de risques

### Activités de contrôle

- Documents types
- Mesures de contrôle
- Instances d'avis et de contrôle
- Litiges



# Méthodes et types d'audit marchés publics

Exemple d'outil utilisé au niveau fédéral: ***Check-list intégrée marchés publics*** (*maîtrise du processus d'achat, légalité et 3 E*)

## 1. Maîtrise du processus d'achat

Information et communication

- Interne
- Externe

Pilotage

- Évaluation des procédures d'achat
- Rapportage
- Gestion des plaintes



# Méthodes et types d'audit marchés publics

Exemple d'outil utilisé au niveau fédéral: ***Check-list intégrée marchés publics*** (maîtrise du processus d'achat, légalité et 3 E)

## 2. Examen des dossiers MP

### Préparation du marché

- Identification du besoin
- Estimation
- Réglementation applicable
- Rédaction des documents du marché

### Passation

- Procédure de passation et mise en concurrence
- Publicité et introduction des offres
- Sélection
- Vérification des prix et régularité des offres
- Évaluation des offres
- Délégations et compétences



# Méthodes et types d'audit marchés publics

Exemple d'outil utilisé au niveau fédéral: ***Check-list intégrée marchés publics*** (*maîtrise du processus d'achat, légalité et 3 E*)

## 2. Examen des dossiers MP

Information et communication

Exécution

- Cautionnement
- Modifications du marché
- Livraison et réceptions
- Évolution du coût du marché
- Contrôle d'une sélection de factures
- Problèmes d'exécution



Questions?



# Wetgeving overheidsopdrachten (WOO)

Goede controlepraktijken

# Agenda

---

- ISA 250 – Overige wet- en regelgeving
- Samenvatting van de WOO en aandachtspunten
- Goede controlepraktijken
- Conclusie



## ISA 250 WET- EN REGELGEVING

# ISA 250 – Overige wet- en regelgeving

---

- WOO kan een **indirecte** invloed hebben op de financiële staten omdat niet-naleving kan leiden tot:
  - Vernietiging van afgesloten overeenkomsten
  - Nadelige financiële gevolgen (boetes/vertragingen)
  - Inkorting van subsidies
- Vlaanderen – **Single Audit** – Afsprakennota
  - Risico van “Expectation gap” tussen controle-actoren
  - Niet uniforme behandeling
- Checklist
  - Bondige samenvatting van WOO en aandachtspunten
  - Leidraad voor controlewerkzaamheden



## SAMENVATTING WOO EN AANDACHTSPUNTEN



# Samenvatting WOO en aandachtspunten

---

- **Toepassingsgebied**

- Entiteiten wanneer cumulatief aan de volgende voorwaarden is voldaan:
  - opgericht met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen belang;
  - rechtspersoonlijkheid; en
  - een overwegende overheidsinvloed.
- Private entiteiten zonder publiek karakter maar met gesubsidieerde opdrachten

- **Keuze procedure**

- Uitgave onder 30.000 EUR (excl. BTW)
  - Bewijs van (minimale) marktraadpleging (opdracht met aangenomen of aanvaarde factuur)
  - Basisbeginselen zoals het gelijkheids-, non-discriminatie-, transparantie- en proportionaliteitsbeginsel worden gerespecteerd.
  - Eenvoudige telefonische bevraging van enkele bedrijven of een vergelijking van enkele websites of catalogi kan voldoende zijn als raadpleging.

# Samenvatting WOO en aandachtspunten

- Keuze procedure (vervolg)
  - Uitgave tussen 30.000 EUR en 139.000 EUR (excl. BTW)
    - Begin van formalisme (bestek, selectiecriteria, ...)
    - Mogelijkheid voor een “onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking”
    - Er dienen minstens 3 offertes aangevraagd te worden.
    - Indien onmogelijk, uitgebreide verantwoording noodzakelijk
    - Voor aanvang en schriftelijke motivatie
    - Strikte interpretatie van uitzonderingsmogelijkheden
  - Vanaf 139.000 EUR excl BTW worden in principe de “openbare procedure” of de “niet-openbare procedure” gevolgd
    - Publicatie van de opdracht in het Bulletin der Aanbestedingen is steeds verplicht
    - Wanneer ook de Europese drempels worden overschreden, is er ook een verplichte publicatie in het Publicatieblad van de Europese Unie (drempelbedragen voor 2020 en 2021 zijn 5.350.000 EUR excl BTW voor werken, 214.000 EUR excl BTW voor leveringen en diensten en 139.000 EUR excl BTW voor L/D voor federale overheden)

# Samenvatting WOO en aandachtspunten

---

- Keuze procedure (vervolg)
  - De **onderhandelingsprocedure is een uitzonderingsprocedure** die slechts in welbepaalde gevallen is toegelaten. Uitgebreide verantwoording met verwijzing naar:
    - Onvoorzienbare dwingende spoed, slechts één opdrachtnemer mogelijk omwille van de specificiteit van de opdracht, herhalingsopdrachten voor werken of diensten (verlengingen), ... voor "onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking".
    - Geen onmiddellijke beschikbare oplossingen, gunning is niet mogelijk wegens bv. complexiteit of juridische of financiële voorwaarden of wegens daaraan verbonden risico's, technische specificaties kunnen onvoldoende worden vastgesteld, ... voor "mededingingsprocedure met onderhandeling".
  - Risico : **Kunstmatige opsplitsing van bedragen om beneden bepaalde drempels te blijven of kleine gelijkaardige bestellingen geplaatst zonder raamovereenkomst**

# Samenvatting WOO en aandachtspunten

- Realisatie

**Afwijkingen** tussen de effectief betaalde bedragen en de oorspronkelijk gegunde bedragen worden verantwoord als volgt:

- **Variaties basiscontract**: wijzigingen binnen het kader van de initiële opdracht zoals voorzien in het bestek, bv. prijsherzieningen, vermoedelijke hoeveelheden, ...
- **Aanvullende werken, diensten en leveringen**: wijzigingen buiten het kader van de initiële opdracht, bijkomende opdrachten oorspronkelijk niet voorzien in het bestek en/of de overeenkomst
  - Onvoorzienne en noodzakelijke of bezwaarlijk scheidbare **meerwerken of aanvullende diensten** én minder dan 50% van de oorspronkelijke opdracht
    - ⇔ Uitvoering van meerwerk door een andere opdrachtgever zou de goede samenhang en uitvoering van het project (incl. aansprakelijkheid) grondig kunnen verstoren
  - Bijkomende **opdrachten van leveringen** (zijnde vervangingen of uitbreidingen van bestaande leveringen) worden toegestaan op voorwaarde dat:
    - de wijziging van materiaal zou kunnen leiden tot een technische onverenigbaarheid of buitenmaatse moeilijkheden én
    - de duur van de oorspronkelijke opdracht niet meer dan 3 jaar bedraagt en de duur van de bijkomende opdracht ook niet meer dan 3 jaar bedraagt.



## GOEDE CONTROLEPRAKTIJKEN

# Goede controlepraktijken

---

- **Toepassingsgebied** - Bestaat er een juridische motivatie wanneer WOO niet van toepassing zou zijn ?
- **Algemene controle-omgeving:** ethisch charter of gedragscode en houding van de directie ten aanzien van de naleving van de WOO ?
  - **Documentatie** van naleving WOO in dossieropvolgingsysteem (DOS)
    - Alle stappen: Bestek, publicatie, offerte, adviezen, gunningsbeslissing, bestellingen, contractwijzigingen, facturen, opleveringen, betwistingen en evaluaties
  - (Automatische) **koppeling** met bestelbonnen om volledigheid van WOO compliance te verzekeren
  - **Centrale aankoopafdeling** met voldoende kennis en expertise ?
  - **Periodieke rapportering:** Samenvatting en periodieke opvolging van claims, betwistingen en hangende geschillen ?

# Goede controlepraktijken

---

- Basisprincipes ?
  - Uitbreiding van **transactietesten** met luik WOO: gepaste procedure, verantwoording voor uitzonderingsprocedure, motivatie gunningsbeslissing, ...
  - Specifieke werkzaamheden
    - Volledigheid: Koppeling tussen bestelbonnen/aankoopfacturen en DOS
    - Opsplitsen van aankopen: Aankopen onder drempel eenmalig of meerdere aankopen bij zelfde leverancier onder drempel ?
  - Andere
    - Bevestigingsbrief
    - Alert blijven bij het uitvoeren van de andere werkzaamheden (bijv. notulen van de Raad van Bestuur)

# Goede controlepraktijken

---

- Identificatie en/of vermoeden van niet-naleving
  - In het kader van single audit (Vlaanderen) is het aangewezen om in dit geval contact op te nemen met het [Rekenhof/Audit Vlaanderen/Inspectie van Financiën](#) om samen de controle aanpak te bepalen.
  - [Diepere analyse](#) – inzicht in de aard van de handeling en de omstandigheden waaronder deze heeft plaatsgevonden + verdere informatie nodig om de mogelijke invloed op de financiële overzichten te evalueren (inclusief juridisch advies)
  - Onvoldoende informatie omtrent vermoeden van niet-naleving, dan dient de auditor de [invloed van het gebrek aan voldoende en geschikte-controle informatie op zijn oordeel te evalueren](#) (voorbehoud/onthoudende verklaring).





CONCLUSIE

## Conclusie

---

- ISA 250 – Overige wet- en regelgeving
- WOO - Complexe wetgeving met mogelijks belangrijke indirecte gevolgen
- Aandachtspunten: procedure, afwijkingen, drempels, publicatie, opsplitsen van aankopen, ...
- Goede controlepraktijken maar diepgaande analyse nodig wanneer vermoeden of identificatie van inbreuken



Questions  
and answers?

**Toespraak  
Staatssecretaris  
voor Begroting en  
Consumenten-  
zaken Eva De  
Bleeker**



**La prescription  
des créances de  
l'Etat et des  
dettes envers  
l'Etat**

**Maître Kim Möric**

Institut des Réviseurs  
d'Entreprises  
(IRE)

Journée du secteur public  
26 octobre 2021  
Bruxelles

# La prescription des créances de l'Etat et des dettes de l'Etat

**Kim Eric MÖRIC**  
Avocat associé  
Maître de conférences

## Plan

- Définitions
- Historique
- Lois du 22 mai 2003 et du 16 mai 2003
- Délais de prescription
- Répétition de l'indu
- Suspension et interruption de la prescription

## Définition

- Prescription
- Créances / Dettes
- Etat



## Historique

- Lien entre prescriptions et comptabilité publique
- Loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat
- loi du 6 février 1970 relative à la prescription des créances à charge ou au profit de l'Etat et des provinces

## Lois du 22 mai 2003 et du 16 mai 2003

- Créances à charge de l'Etat : Loi du 22 mai 2003 (entrée en vigueur le 1er janvier 2012)
- Créances à charge des Communautés et des Régions : Loi du 16 mai 2003 (les dates d'entrée en vigueur sont différentes selon la Région ou la Communauté).

## Délais de prescription

- Articles 113 à 116 de la loi du 22 mai 2003
- Articles 15 et 16 de la loi du 16 mai 2003

## Répétition de l'indu

- Récupération des créances résultant de paiements indus en matière de traitements et de prestations accessoires ou similaires.
- Les lois du 16 mai 2003 et du 22 mai 2003 ont repris à leur compte, sur ce seul point, le régime dérogatoire au droit commun qu'instituait l'article 7 de la loi du 6 février 1970 « relative à la prescription des créances à charge ou au profit de l'Etat et des provinces », devenu l'article 106 des lois « sur la comptabilité de l'Etat », coordonnées le 17 juillet 1991.
- Deux modifications introduites par les articles 114 de la loi du 22 mai 2003 précitée et l'article 16 de la loi du 16 mai 2003

## Suspension et interruption de la prescription

- Les modes d'interruption et de suspension de droit commun s'appliquent à la prescription des dettes de l'Etat, des communautés et des régions.
- Interruption de la prescription en droit commun.
- Suspension de la prescription en droit commun.

## Merci pour votre attention

PARRESIA Avocats ®  
Rue Ducale, 83  
1000 Bruxelles  
02.779.56.09

Vraag- en  
antwoordsessie  
*Questions et  
réponses*



**Conclusie et  
toekomstige  
ontwikkelingen**  
*Conclusion et  
développements  
futurs*

**Fernand Maillard**

Vice-président IRE

*Ondervoorzitter IBR*